



Fig. 1

SERGIO AQUINO

Macron en chef, Merkel en arbitre : pourquoi la France et l'Allemagne ont abordé la crise sanitaire de façon opposée

Par Thomas Wieder

Publié le 29 mai 2020 à 06h00, mis à jour hier à 15h17

Réservé à nos abonnés

Favoris Partage

ENQUÊTE | Primat du politique et du chef de l'Etat d'un côté, primat du droit et du fédéralisme de l'autre, ces visions différentes s'enracinent dans l'histoire. Avec des résultats bien meilleurs pour Berlin.

Sombre tableau que celui donné de la France, ces temps-ci, par la presse allemande. « *Le coronavirus met le système de santé français en état d'alerte. Comment en est-on arrivé là dans un pays qui met tant d'argent dans ce secteur ?* », s'interrogeait, le 1er avril, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, de sensibilité libérale-conservatrice.

A gauche, la tonalité est la même. « *La crise du coronavirus a eu pour première conséquence le discrédit de l'Etat français*, écrivait le quotidien berlinois

Thomas Wieder, Le monde, 29 mai 2020

tageszeitung, le 2 mai. De meme que la France s etait imaginee en securite derriere la ligne Maginot avant la seconde guerre mondiale, la majorite de ses citoyens a ete eduquee en croyant a un pouvoir central protecteur. L'illusion est tombee. La France etait mal preparee et n'avait pas "le meilleur systeme de sante du monde", contrairement a ce qu'on lui avait dit. »

Lire aussi

Jens Spahn : « Pourquoi l'Allemagne surmonte relativement bien cette crise »

Sur la situation politique, le constat est tout aussi sombre. En France, « *la cote de popularite du president a baisse davantage que dans les autres pays d'Europe durement touches* », observait le *Spiegel*, le 15 mai. Pour expliquer cette singularite, l'hebdomadaire allemand evoquait trois elements : un sentiment largement partage de « *declassement* », lie au nombre particulierement eleve de morts du Covid-19 en France ; les « *sombres pronostics economiques* » d'un pays menace de voir son PIB reculer de « *plus de 8 % cette annee* » ; et enfin, les institutions de la V^e Republique.

Sergio Aquino

« En France, le president est responsable de tout, il a plus de pouvoir que la plupart des chefs d'Etat europeens, et c'est lui seul qui rend des comptes. Or cette verticalite du pouvoir ne pose aucun probleme a Macron : c'est quelqu'un qui aime decider. Sauf qu'aujourd'hui, en pleine crise, cela se retourne contre lui », analysait le *Spiegel* dans cet article au titre cinglant : « *Faire le show et de grands gestes : cela n'est plus possible.* »

Lire aussi

Coronavirus : tirer les leçons de l'exemple allemand

Monarchie republicaine d'un cote, democratie parlementaire de l'autre. Le jacobinisme face au federalisme. La France des fievres hexagonales, ou le moindre compromis est vu comme une compromission et ou continue d'operer le mythe revolutionnaire de la table rase, face a une Allemagne qui s'est

reconstruite, sur les décombres du nazisme, en faisant du consensus la vertu cardinale et du droit le garant de l'ordre social face aux excès de la politique... En l'espace de quelques semaines, la crise du Covid-19 a rejoué, de façon presque caricaturale, cet éternel match France-Allemagne à la fin duquel le gagnant semble toujours être le même.

En témoigne une étude réalisée par l'IFOP, les 28 et 29 avril, dont les résultats sont édifiants. A la question : « *Quel pays est le mieux placé et préparé pour répondre aux enjeux des prochaines décennies ?* », l'Allemagne arrivait largement en tête (32 %), devant la Chine (13 %) et la France (7 %). Et à la question : « *Quel dirigeant agit le plus dans l'intérêt de son peuple ?* », c'est Angela Merkel qui était citée en premier (39 %), devant Emmanuel Macron (14 %) et Vladimir Poutine (7 %).

« Les Français ont eu l'impression que, même sur le terrain de la santé où ils se sentaient supérieurs, les Allemands faisaient mieux qu'eux. C'est une humiliation terrible »

Jérôme Fourquet (IFOP)

Comme le rappelle Jérôme Fourquet, directeur du département « opinion et stratégies d'entreprises » à l'IFOP, ce « *complexe d'infériorité des Français vis-à-vis de l'Allemagne n'est pas nouveau* ». Mais avec la crise du coronavirus, il a changé d'objet. « *Jusque-là, il y avait l'idée que l'Allemagne était plus performante sur le plan économique, mais que la France avait un meilleur système de santé. Cette fois, les Français ont eu l'impression que, même sur un terrain où ils se sentaient supérieurs, les Allemands faisaient mieux qu'eux. C'est une humiliation terrible, un peu comme en 1940, quand la France pensait avoir la meilleure armée*

du monde et qu'elle a été défaite en six semaines par les Allemands », explique Jérôme Fourquet.

De l'autre côté du Rhin, l'heure n'est pas aux lamentos. Au contraire. « *En agissant de façon déterminée et conséquente, nous avons surmonté cette crise mieux que les autres pays d'Europe. (...) Beaucoup de pays regardent maintenant l'Allemagne avec admiration* », affirmait ainsi le conservateur Markus Söder (CSU), le ministre-président du Land de Bavière, dans un entretien à la Neue

Zürcher Zeitung, samedi 23 mai. Il n'est pas le seul. Une semaine plus tôt, le quotidien Die Welt consacrait un long article à la situation économique des principaux pays européens. Son titre : « *L'Allemagne traverse la crise mieux que d'autres* ».

Dans un tel climat, il n'est guère étonnant que la confiance des Allemands dans leurs dirigeants se soit renforcée durant la crise du coronavirus. Les chiffres sont impressionnants. Selon la dernière vague du baromètre de classement des institutions, réalisée du 4 au 14 mai par l'institut Forsa, 76 % des personnes interrogées font confiance au président de la République Frank-Walter Steinmeier, soit 3 points de plus qu'en janvier. Pour la chancelière, Angela Merkel (72 %), la progression est de 20 points en quatre mois. S'agissant du gouvernement fédéral, soutenu par 60 % des électeurs, la hausse est de 26 points depuis le début de l'année.

Taux de confiance

Comment expliquer une telle montée en flèche des taux de confiance, en particulier pour M^{me} Merkel ? Pour elle, la partie n'était pourtant pas jouée d'avance. Dans la deuxième semaine de mars, alors que le nombre de contaminations commençait à progresser de façon exponentielle en Allemagne, la chancelière fut en effet très critiquée pour son silence. Les attaques vinrent notamment du quotidien *Bild*, le journal le plus lu du pays, qui compara son « absence de leadership » à la réactivité de son homologue autrichien, Sebastian Kurz, salué comme un « vrai dur » pour avoir fermé les frontières de son pays afin d'empêcher la propagation du virus, ce que n'avait pas fait l'Allemagne à l'époque.

Mais rapidement M^{me} Merkel rectifiait le tir. Le 18 mars, elle prit la parole, à la télévision, pour expliquer que l'Allemagne n'avait pas été confrontée « *à une telle situation depuis la réunification, et même depuis la seconde guerre mondiale* ». Avant d'ajouter : « *Nous ne sommes pas condamnés à assister passivement à la propagation du coronavirus. Pour cela, il existe un moyen : se tenir à distance les uns des autres.* »

Autant que le propos, c'est l'image qui compta ce soir-là. Sauf pour ses vœux de fin d'année, Angela Merkel ne s'était jamais adressée directement à ses concitoyens, face caméra, dans son bureau, depuis son arrivée au pouvoir,

en 2005. Spectaculaire coup de communication politique. Habue pied de nez à ceux qui, depuis des jours, dénonçaient son manque de réactivité. Cette fois, la chancelière décidait de monter en première ligne.

Après cette allocution télévisée sans précédent, Angela Merkel a continué de s'exprimer régulièrement, parfois plusieurs fois par semaine, sous forme de conférences de presse d'une trentaine de minutes depuis la chancellerie, ainsi qu'à la tribune du Bundestag. Tirant les leçons de la crise des réfugiés de 2015, lors de laquelle il lui avait été reproché de ne pas suffisamment expliciter ses décisions, elle a, cette fois, multiplié les prises de parole, mais dans un registre souvent plus pédagogique que politique. Comme le 16 avril, où elle expliqua longuement, gestes des mains à l'appui, le rapport entre le « taux de reproduction du virus », les courbes de l'épidémie et les conséquences sur le système hospitalier.

Merkel dans le rôle de l'expert non politique

« Dans cette crise, Merkel a endossé un rôle que les Allemands adorent depuis l'époque de l'Empire, celui de l'expert non politique (unpolitischer Fachmann), du technicien qui gouverne au-dessus des partis. Or c'est un habit qu'elle a revêtu d'autant plus naturellement qu'elle est elle-même physicienne de formation. Elle était dans son élément, et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquels les Allemands lui ont fait confiance », analyse le journaliste et essayiste Nils Minkmar, chroniqueur au Spiegel.

Ici, le contraste avec Emmanuel Macron est saisissant. Au moment où la chancelière allemande décidait d'affronter le coronavirus en scientifique, le président français choisissait, lui, de le combattre en chef de guerre. Dans son allocution du 16 mars, d'abord, en martelant à six reprises la formule « nous sommes en guerre », sonnait l'heure de la « mobilisation générale » et appelant ses concitoyens à « l'union sacrée ». Neuf jours plus tard, en se rendant à Mulhouse pour y visiter un hôpital de campagne tout juste déployé par l'armée. Enfin, en systématisant les réunions du « conseil de défense » à l'Élysée, quinze déjà depuis le 22 février, pour en faire l'instance suprême de tous les arbitrages décisifs

Lire aussi

« Nous sommes en guerre » : le verbatim du discours d'Emmanuel Macron

Objet de vives discussions en France, le choix de cet imaginaire martial a également suscité des réserves en Allemagne. « *Ceux qui ont connu la guerre seront contents d'apprendre qu'on s'en protège en se lavant les mains* », tweetait Jasper von Altenbockum, de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quelques minutes après l'allocution télévisée du président français, le 16 mars. « *M. Macron se ridiculise. (...) Les réfugiés d'Idlib seraient sans doute ravis d'avoir affaire à une guerre comme celle-là* », écrivait, le lendemain, l'éditorialiste Markus Decker, du groupe de presse RedaktionsNetzwerk Deutschland. « *Non, cette pandémie n'est pas une guerre. Ce ne sont pas des nations qui s'affrontent, des soldats qui se combattent. Cette pandémie met à l'épreuve notre sentiment d'humanité* », déclara quant à lui le président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier, le 11 avril, à la télévision.

« Différence fondamentale de culture politique »

Pour Thomas Gomart, directeur de l'Institut français de relations internationales (IFRI), les postures opposées du président français et de son homologue allemand sont bien plus que des choix rhétoriques. « *On touche ici à une différence fondamentale de culture politique entre la France et l'Allemagne. En parlant de guerre, Macron n'a pas fait que de la com'. Il est véritablement revenu à la matrice politico-militaire de la V^e République, un régime né de la guerre d'Algérie et fondé par un général hanté par l'idée d'éviter un nouveau juin 1940. Tout ça est à l'opposé de la culture politique allemande contemporaine qui, après 1945, s'est précisément construite sur le rejet de la guerre et de tout imaginaire militaire* », analyse Thomas Gomart.

Deux cultures politiques fondamentalement étrangères l'une à l'autre, donc. Mais aussi deux systèmes institutionnels totalement différents. Voilà ce qu'aura également mis en lumière cette crise, qui a souligné presque jusqu'à la caricature le fossé existant entre le centralisme à la française et le fédéralisme à l'allemande.

Au début de l'épidémie, beaucoup se sont interrogés, en Allemagne, sur la capacité du système fédéral à faire face à une crise d'une telle intensité. A

l'origine du débat : les déclarations du ministre fédéral de la santé, Jens Spahn, qui, le 8 mars, a « *recommandé* » aux Länder d'interdire les rassemblements de plus de 1 000 personnes, le jour même où son homologue français, Olivier Véran, annonçait purement et simplement leur interdiction. Quatre jours ont ensuite été nécessaires pour que les seize gouvernements régionaux entérinent, certains en renâclant, la « *recommandation* » de M. Spahn qui, constitutionnellement, n'avait pas le pouvoir de leur imposer une telle mesure.

Devant la propagation rapide du virus, les articles se sont multipliés dans la presse pour s'inquiéter des lourdeurs d'un fédéralisme pensé, après la guerre, comme une garantie démocratique permettant d'éviter une trop grande concentration du pouvoir, mais risquant de se révéler inadapté dans un contexte nécessitant des prises de décision rapides.

Lire aussi

[Jens Spahn : « Pourquoi l'Allemagne surmonte relativement bien cette crise »](#)

Les Länder allemands ont gardé leurs pouvoirs

Face à ce risque, la réponse du gouvernement a été double. D'une part, il a fait réviser la loi de protection contre les maladies infectieuses, entrée en vigueur en 2001, afin de doter le ministère fédéral de la santé de pouvoirs renforcés pour l'approvisionnement de médicaments, de produits de désinfection et de matériel de protection, ainsi que de nouvelles prérogatives en matière de contrôles d'identité et de mesures de quarantaine. Comme l'ont alors relevé plusieurs juristes allemands, les dispositions contenues dans ce texte, adopté par le Bundestag le 27 mars, sont assez proches de celles qui figurent dans la loi instaurant l'état d'urgence sanitaire promulguée en France quatre jours plus tôt.

A la différence d'un autre pays très décentralisé comme l'Espagne, où la proclamation de l'état d'urgence, le 15 mars, a permis au gouvernement de Pedro Sanchez de reprendre en main la plupart des compétences des régions, les Länder allemands ont gardé leurs pouvoirs. Durant la phase de confinement, mais plus encore depuis le déconfinement, engagé le 21 avril, chaque exécutif régional a mis en œuvre, à son rythme, un catalogue de mesures décidées environ tous les quinze jours lors d'une réunion par visioconférence entre Angela Merkel et les ministres-présidents des seize Länder.

Pas toujours harmonieuse – certains Länder n’ayant pas hésité à s’émanciper du cadre défini en concertation avec Berlin –, cette méthode de gouvernement a, en revanche, grandement contribué à créer du consensus. « *Quand vous prenez l’ensemble des gouvernements des Länder, tous les partis politiques y sont, à part l’AfD [extrême droite]* », explique l’ancien eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit, qui a passé les deux derniers mois à Francfort, ville dont il fut adjoint au maire de 1989 à 1997. « *Du coup, tout le monde est plus ou moins dans le même bateau. Certes, cela peut donner lieu à des tiraillements ou des incohérences d’un territoire à l’autre, mais quand M^{me} Merkel annonce qu’on va rouvrir les parcs ou les écoles, la décision n’est pas contestée car elle a été prise après concertation avec tous les présidents des Länder, parmi lesquels il y a des conservateurs, des sociaux-démocrates, un écolo et même un membre de Die Linke [gauche radicale].* »

En plaçant Angela Merkel dans une position d’arbitre, le fédéralisme allemand aura, durant les dernières semaines, beaucoup plus contribué à la protéger qu’à la fragiliser

Pour l’ancien ministre de l’intérieur socialiste Matthias Fekl, nommé place Beauvau dans les derniers mois du quinquennat de François Hollande, l’exemple de l’Allemagne, où il est né et a vécu jusqu’à l’âge de 18 ans, permet de réfléchir aux faiblesses de la démocratie française. « *Une des forces des institutions allemandes, comme les dernières semaines l’ont encore montré, est qu’elles obligent à rechercher le consensus en permanence, là où les nôtres, au contraire, génèrent du conflit et de la polémique à tout bout de champ* », explique cet ancien secrétaire national du PS chargé des institutions.

Au-delà des « *différences d’approche et de tempérament* » entre Emmanuel Macron et Angela Merkel, c’est cette donnée structurelle qui a voué à l’échec, selon lui, l’appel à l’« *union sacrée* » lancé par le chef de l’Etat à la veille du confinement. « *Il ne peut pas y avoir de consensus quand les décisions sont prises par un homme seul hors de tout espace d’intermédiation. C’est le problème de la V^e République : un président au centre de tout et une opposition qui n’a qu’un but, lui tirer dessus quoi qu’il fasse en pensant à le renverser à la prochaine présidentielle* », déplore Matthias Fekl.

Lire aussi

En Bavière, les élections à l'heure du coronavirus

A l'inverse, en plaçant Angela Merkel dans une position d'arbitre, le fédéralisme allemand aura, durant les dernières semaines, beaucoup plus contribué à la protéger qu'à la fragiliser. Bien davantage qu'entre elle et les autres, le débat s'est essentiellement fait entre barons régionaux, parfois à l'intérieur d'une même famille politique.

De ce point de vue, le duel le plus marquant est celui qui opposa les ministres-présidents de Bavière et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Markus Söder, président de la CSU, et Armin Laschet, candidat à la présidence de la CDU. A la tête des deux Länder les plus durement frappés par l'épidémie, les deux hommes ont défendu des choix opposés, le premier imposant à la Bavière le confinement le plus strict et le plus précoce du pays, le second étant au contraire le premier à pousser à un déconfinement accéléré. Derrière ces deux stratégies, plus autoritaire pour le Bavarois, plus libérale pour le Rhénan, ce sont aussi deux candidats possibles à la chancellerie qui se sont servis de cette crise comme d'une arène préélectorale, le tout sous les yeux d'une Angela Merkel assistant, depuis Berlin, au duel entre deux successeurs potentiels à un peu plus d'un an des prochaines législatives, prévues à l'automne 2021.

Grande réussite du fédéralisme

Non dénuées d'arrière-pensées politiciennes, ces rivalités régionales auront eu cependant un grand avantage : faire des différents Länder des territoires

d'expérimentation. Telle est, selon la députée écologiste Franziska Brantner, élue du Bade-Wurtemberg, la grande réussite du fédéralisme pendant cette période : « *Quand un Land prenait une décision, ça servait souvent de test pour les autres. Par exemple sur l'accompagnement des mourants par leurs proches. Sur ce point, le Bade-Wurtemberg a été le premier à assouplir les règles. Au début, les autres étaient sceptiques puis, au bout de deux semaines, quand on a vu que ça n'avait pas fait monter les contaminations, la mesure a été adoptée ailleurs* », raconte Franziska Brantner. Pour elle, cela ne fait aucun doute : « *Le fédéralisme*

nous a beaucoup aidés : ça a permis d'avoir un débat permanent sur des mesures très concrètes. Une sorte de testing délocalisé en temps réel. »

Voisine du Bade-Wurtemberg, Brigitte Klinkert, la présidente (Les Républicains) du conseil départemental du Haut-Rhin, fait le même constat.

« *Impressionnée par le pragmatisme et la réactivité* » des dirigeants de ce Land qui, le 20 mars, au pic de l'épidémie, lui ont fourni « *en quelques heures* » une liste de cliniques prêtes à accueillir dès le lendemain des patients en réanimation pour soulager les hôpitaux de Colmar et de Mulhouse submergés, l'élue alsacienne reconnaît que ces deux mois éprouvants n'ont fait que renforcer son admiration pour le « *modèle allemand* », et sa conviction que la France aurait beaucoup à gagner en laissant plus de marge de manœuvre à ses élus régionaux et locaux.

Lire aussi

[En Allemagne, Angela Merkel concède aux Länder une accélération du déconfinement](#)

Pour elle, cependant, l'enjeu n'est pas seulement celui d'un rééquilibrage des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. Plus exactement, il ne s'agit là, selon elle, que d'un symptôme révélant un mal plus profond. « *Derrière cette volonté de l'Etat français de tout contrôler, il y a fondamentalement un problème de confiance. Cela concerne tout le monde, pas seulement les élus locaux* », estime Brigitte Klinkert, qui cite en exemple les slogans utilisés par les gouvernements français et allemand pendant le confinement : « *En France, c'était "Restez chez vous !"* ; *en Allemagne, c'était : "Wir bleiben zu Hause"* (Nous restons à la maison). *En pratique, c'est à peu près la même chose, mais en creux, cela révèle deux visions totalement différentes. Comme si, en France, les gens n'étaient pas suffisamment adultes pour qu'on leur fasse confiance sans avoir à s'adresser à eux en leur donnant des ordres... »*

La « méfiance » des Français

Ces réflexions rappellent le diagnostic posé sur la France par les économistes Yann Algan et Pierre Cahuc, dans leur essai *La Société de défiance* (Rue d'Ulm, 2008). Elles font également écho aux résultats du dernier baromètre de la

confiance politique, réalisé en avril par l'institut OpinionWay pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). A la question : « *Quel qualificatif caractérise le mieux votre état d'esprit actuel* », la « *méfiance* » est arrivée en tête des réponses des Français (34 %), mais seulement 10 % des Allemands qui, eux, ont cité en premier le mot « *sérénité* » (39 %), contre 17 % côté français. Même écart entre les deux pays face à l'affirmation : « *On peut faire confiance à la plupart des gens* ». En Allemagne, 48 % des personnes interrogées partagent cette opinion ; en France, seulement 34 %.

Depuis Francfort, Daniel Cohn-Bendit a le sentiment que la crise du Covid-19 a confirmé encore davantage ce contraste entre les sociétés française et allemande. « *La folie autour de la fermeture des plages et des parcs, les autorisations de sortie à remplir à chaque fois qu'on va dehors, c'est ça que ça dit en creux : en France, les gens ne se font pas confiance entre eux et l'Etat ne leur fait pas confiance non plus. En Allemagne, qui pourtant peut être un pays beaucoup plus pointilleux sur les règles, les choses se sont passées de façon moins tendue, et le fait que la société allemande soit entrée dans cette crise avec un très haut niveau de confiance n'y est sans doute pas pour rien* », estime l'ancien député européen.

Sur quoi un tel climat de défiance peut-il déboucher ? Vue d'Allemagne, le climat qui règne en France suscite de lourdes inquiétudes. « *Mécontentement, angoisse, colère rentrée : voilà comment les Français décrivent leur état d'esprit sur les réseaux sociaux. Quand les citoyens pourront redescendre dans la rue, le gouvernement aura beaucoup à faire pour empêcher que ça s'embrase* », prédisait l'hebdomadaire *Die Zeit*, le 3 mai, dans un article titré : « *Haïr et attendre* ».

« **La colère française n'a pas disparu** »

A Berlin, la politologue allemande Ulrike Guérot, directrice du think tank European Democracy Lab, exprime les mêmes craintes. « *Contrairement à ce qu'on aurait pu croire en ayant en tête l'image d'un pays rebelle, en France, où le confinement a été beaucoup plus dur qu'en Allemagne, les gens ont été extrêmement obéissants. J'avoue que ça m'a étonnée et que j'aurais imaginé qu'il y ait un débat beaucoup plus vif sur les libertés publiques, par exemple. Mais ça ne veut rien dire pour la suite, au contraire : toute la colère qu'il y avait avant la crise, ce qui s'est exprimé avec les "gilets jaunes" et à l'occasion de la réforme des*

retraites, tout ça n'a pas disparu d'un coup comme par magie avec le confinement. Cette énergie est quelque part, et on voit mal pourquoi elle ne sortirait pas à nouveau. »

Fervente avocate d'une « République européenne », projet qui lui a inspiré un récent manifeste coécrit avec le romancier autrichien Robert Menasse, Ulrike Guérot estime que l'Europe n'a rien à gagner à voir une France s'enfoncer un peu plus dans la colère et l'autodénigrement et une Allemagne, à l'inverse, se laisser gagner par l'autosatisfaction. Un symptôme que traduisent les derniers sondages, où la CDU d'Angela Merkel frise à nouveau les 40 % d'intentions de vote, soit une dizaine de points de plus qu'au début de l'épidémie.

Lire aussi

La France et l'Allemagne proposent un plan de relance européen de 500 milliards d'euros

De ce point de vue, la politologue ne s'avoue qu'à moitié rassurée par le plan de relance à 500 milliards d'euros présenté, le 18 mai, par Emmanuel Macron et Angela Merkel. Certes, dit-elle, cette proposition est un signe « positif », mais elle ne doit pas faire illusion. « Comme chaque fois que l'Europe est face à une menace existentielle, l'Allemagne fait juste ce qu'il faut comme geste pour sauver le système tel qu'il est. Au-delà de cette initiative bienvenue, je vois déjà le renforcement d'une bonne conscience allemande, nourrie par l'idée que si l'épidémie de Covid-19 a moins touché l'Allemagne, c'est parce qu'elle est la meilleure et qu'il n'y a donc rien à changer », estime Ulrike Guérot.

La lecture faite, des deux côtés du Rhin, du plan Macron/Merkel va dans ce sens. Là où Paris a d'abord voulu voir une victoire française dans le consentement d'Angela Merkel au principe d'une mutualisation des dettes, Berlin y a plutôt vu le contraire. Ce que Die Welt a cruellement résumé, le 20 mai, en titrant : « Seule la faiblesse de la France rend possible le moment "Mercron". »

Notre sélection d'articles sur le coronavirus

Retrouvez tous nos articles sur le coronavirus dans notre rubrique

Sur l'épidémie

- [Asymptomatiques, résistance du virus... ce que la science ignore encore du coronavirus](#)
- [D'où vient le coronavirus ? Comment s'en protéger ? Toutes nos réponses à vos questions](#)
- [Notre tableau de bord exhaustif en carte et en graphiques : la propagation de la pandémie en France et dans le monde](#)
- [Le SARS-CoV-2 est-il sorti d'un laboratoire ? Notre enquête fait le point sur le sujet](#)
- [Infections, tests, courbes ou données brutes : savoir lire les chiffres sur le coronavirus](#)
- [Nos réponses aux questions pratiques : Combien de temps le virus reste-t-il infectieux sur des surfaces ? ; Comment faire ses courses avec précaution ?](#)

Sur le déconfinement et ses enjeux

- [Ecoles, transports, loisirs... Le calendrier des mesures de déconfinement jusqu'à l'été](#)
 - [Normes, prix, entretien, alternatives... ce qu'il faut savoir sur les masques](#)
 - [Les principales mesures du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire](#)
 - [Pourquoi la crise économique due à l'épidémie est unique \(vidéo\)](#)
 - [Gare aux mauvais conseils et aux fausses rumeurs : on vous aide à faire le tri](#)
-

Thomas Wieder

Berlin, correspondant